

La stratégie de la Russie en Ukraine et les leçons de Sun Tzu
Pax Economica

Jacques Fontanel

In
Séminaire
Les Fondements de la géoéconomie
Grenoble Ecole de Management
Grenoble, 7 Avril 2014

Résumé : La stratégie de la Russie concernant l'Ukraine semble se construire sur la base de la pensée de Sun Tzu. Elle a été rapide, peu visible au départ, habile à utiliser les faiblesses et les erreurs de l'adversaire, avec une rétention maximale d'information, pour se donner du temps (notamment celui du référendum). Cette opération a obtenu le soutien du peuple russe et l'indifférence apparente d'Alliés puissants (Chine, Inde). Les adversaires ont été mis devant le fait accompli et incapables d'agir. Seul le résultat positif compte.

Russia's strategy regarding Ukraine seems to be built on the basis of Sun Tzu's thinking. It has been quick, not very visible at the beginning, skillful in using the weaknesses and mistakes of the opponent, with a maximum retention of information, to give itself time (especially that of the referendum). This operation won the support of the Russian people and the apparent indifference of powerful Allies (China, India). Opponents were presented with a fait accompli and unable to act. Only the positive result counts.

Mots clés : Russie, Ukraine, Poutine, Sun Tzu, Crimée

La stratégie militaire de la Russie dans l'affaire de la Crimée s'est inspirée des enseignements de Sun Tzu (Sun Tse), qui consiste à utiliser la ruse pour conduire l'ennemi à refuser le combat direct, à déposer les armes ou à se rendre avant même d'avoir commencé à combattre. Il faut savoir gagner une guerre sans combattre ou le faire à minima, en douceur, au regard des enjeux. Il est possible de mettre en évidence plusieurs comportements et décisions de la Russie de Vladimir Poutine qui pourraient être inspirés par les tactiques et stratégies préconisées par Sun Tzu, 6 siècles avant Jésus-Christ.

- Première leçon : « Pour le bon stratège, l'essentiel est dans la victoire et non pas dans les opérations prolongées ». Seul le résultat final de l'ensemble des opérations importe. L'Occident souhaite l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, privant ainsi, à terme, la Russie de son accès à la Méditerranée, via la Mer noire, sa seule mer praticable l'hiver. La perte de la Crimée, dans son espace d'influence indirecte constituerait, pour la Russie, une défaite insupportable, obtenue sans combattre, simplement par la mise en place d'accords susceptibles de rendre l'adhésion de la Crimée à l'Union européenne irréversible. Dans le cas d'espèce, c'est l'Occident qui dispose de l'avantage diplomatique et politique et il fixe le tempo des événements. Face au pouvoir corrompu et incontrôlable de Viktor Ianoukovitch, les pays occidentaux soutiennent la rébellion en faveur d'une adhésion rapide à l'Union européenne. La Russie sent que cette situation lui échappe à moins d'utiliser une prise de judo qui consiste à utiliser la force de l'autre pour mieux le faire tomber.

- Deuxième leçon, il faut feindre une forme d'impuissance d'action face au conflit potentiel, en refusant d'endosser a priori, avec calme, une position jugée belliqueuse. Dans un premier temps, la Russie a choisi une stratégie d'invisibilité et de silence, comme si son chef d'Etat était seulement intéressé par l'image positive fournie par les JO de Sotchi. Elle n'est cependant pas restée sans réagir, mais ses actions ont été engagées de manière discrète, en sous-main, appuyée par les citoyens de Crimée russophones et déçus par l'instabilité politique de l'Ukraine. La Russie a eu le temps de relever les erreurs et les approximations de ses adversaires. Le silence qu'elle s'est imposée a laissé supposer qu'elle hésitait à agir, non convaincue par la légitimité ou l'efficacité de son action.

- Troisième leçon : « Celui qui pousse l'ennemi à se déplacer en lui faisant miroiter une opportunité s'assure la supériorité. » Il est nécessaire d'orienter l'adversaire là où vous l'attendez. La Russie s'interroge, à juste titre, sur le respect du droit international, d'autant plus qu'elle a la preuve que les Etats-

Unis financent et arment les rebelles et l'opposition. Le changement de pouvoir devient inéluctable en Ukraine, les responsables politiques occidentaux se rendent souvent à Kiev, comme s'ils étaient les conseillers privés des forces d'opposition à un pouvoir que la Russie soutient encore. Or, Viktor Ianoukovitch a été élu légalement. L'intervention indirecte des Occidentaux n'est pas nécessairement conforme au droit international, d'autant que les élections sont prévues dans un an et même auraient pu être avancées à la suite des premières négociations engagées, sous l'égide des émissaires européens, entre les belligérants ukrainiens.

- Quatrième leçon : Il faut attendre l'erreur de l'adversaire pour lui asséner une réponse forte, que l'adversaire n'attend pas nécessairement. Les violences et la fuite de Viktor Ianoukovitch sont l'occasion du réveil officiel de Poutine. L'Europe et les Etats-Unis l'ont soutenu quand celui-ci semblait favorable à l'accord, mais ils l'ont abandonné à ses turpitudes lorsqu'il est revenu dans le giron russe. Au fond, peu importe qui gouverne l'Ukraine à condition qu'elle s'engage dans une politique favorable à l'OTAN, via son adhésion future à l'Union européenne. L'Occident a soutenu la révolution populaire, en faisant appel à la notion de démocratie, alors même que les violences de la rue ne peuvent remplacer les élections, pourtant proches. Sur la place Maïdan de Kiev, la colère a été bien entretenue et guidée. Le 19 février, les manifestants « pacifistes » ont lancé un assaut sur la police, conclu par la mort de 26 personnes. Il semble soudain que le respect des valeurs démocratiques, nécessairement favorables à l'Union européenne, ne puisse plus attendre. Le vote légitime précédent est alors considéré comme nul et un nouveau gouvernement jugé « démocratique » par les émeutiers et les pays occidentaux est installé, sans vote populaire. Arseni Iatseniouk devient Premier Ministre. C'est aussi un piège ; de manière factuelle, la démocratie n'est plus respectée. La « ficelle » est quand même très grosse pour la Russie, qui ressent cet effet d'encerclement que veulent lui imposer les pays de l'Ouest. Ce qu'il faut combattre, c'est la puissance de la Russie jugée anachroniquement impérialiste. La réponse ne se fait alors pas attendre. Puisque les pro-russes de Crimée se battent pour le rattachement de la presqu'île à la Russie, Vladimir Poutine propose le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (principe toujours revendiqué par le droit international). Le Parlement de Crimée, acquis à sa cause, organise un référendum, lequel constitue une étape essentielle du caractère légitime de l'action de la Russie face à ses adversaires et plus généralement face à l'Histoire. Si la Crimée veut revenir démocratiquement dans la Fédération de Russie, elle doit y être reçue. Dans ce contexte, la pression populaire justifie la présence d'abord officieuse, puis officielle, de la Russie en Crimée. Ainsi, Vladimir Poutine indique son ferme refus à la signature de l'Accord d'association entre l'Ukraine et l'Union Européenne, qui lui semble n'être

qu'une simple introduction future à une adhésion à l'OTAN, occasion rêvée pour les Occidentaux de ne plus renouveler à terme la location de la base maritime de Sébastopol à la marine russe. La demande d'union de la Crimée à la Russie était alors inéluctable au regard des exigences de l'opposition ukrainienne. La victoire à tout prix était nécessaire, car aucun compromis ne pouvait être trouvé, sauf un statu quo fragile qui aurait ensuite tracé le chemin d'une neutralisation de Sébastopol et de son accord militaire limité dans le temps. Au fond, pour Vladimir Poutine, toute l'opération est « montée » contre la Russie. Il lui reste la solution référendaire de la Crimée. Le fait que la Crimée préfère la Russie à l'Europe la rend légitime. C'est la solution que Vladimir Poutine va imposer, dans une opération au moins aussi « légitime » que celle engagée avec les émeutiers de Kiev.

- Cinquième leçon. La rétention de l'information ou son caractère volontairement erroné permet de donner « le temps au temps »¹. Au départ, Poutine affirme qu'il n'y a pas de troupes russes en Crimée. Les Etats-Unis et l'Europe considèrent qu'il s'agit là d'un mensonge, ils ont des preuves, mais les images télévisées font référence à des personnes en uniformes sans écussons distinctifs, se déclarant plutôt Ukrainiens pro-russes ou refusant de parler. Les gouvernements occidentaux réunis à Paris soulèvent déjà la question des sanctions contre la Russie. Les négociations et discussions entre les alliés prennent du temps et permettent à la Russie de poursuivre son action avec un art consommé de la stratégie. Très rapidement, le Parlement de Crimée demande à l'unanimité son rattachement à la Russie, lequel sera validé ensuite par un référendum plébiscitaire. Les puissances occidentales sont prises de court. La Crimée nationalise alors le secteur pétrolier et gazier. Les entreprises publiques deviennent des entreprises russes. Pour Vladimir Poutine, la démocratie a fourni son verdict. Le monde se trouve alors devant un « fait accompli », les opposants à cette solution n'ont pas eu le temps de réagir efficacement. La Russie met alors au point une stratégie d'information qui justifie son action. Aujourd'hui, la référence au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a souvent été développée à la tribune de l'ONU. S'il est vrai que la Crimée au moment de l'effondrement de la Russie a souhaité rejoindre la souveraineté de l'Ukraine², aujourd'hui, devant l'instabilité politique de ce pays, les citoyens préfèrent clairement redevenir membre de la Fédération de Russie. Comment accepter les arguments de la communauté internationale pour justifier l'indépendance de nombreux Etats dans les Balkans s'ils ne sont plus applicables au cas de la Crimée ? Certes, le rejet par Poutine de l'ordre international issu du second

¹ Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, La librairie des Humanités L'Harmattan, Paris.

² au prix, aussi, d'une dénucléarisation de l'Ukraine.

conflit mondial, puis de la guerre froide, semble poser un autre problème de légitimité, mais les peuples ont-ils encore un droit à disposer d'eux-mêmes, notamment pendant des événements de type insurrectionnel, face à un Etat corrompu et au fonctionnement autocratique ? Au regard d'un OTAN tentaculaire, la Crimée aurait pu se sentir plus proche des références européennes. Or, ce n'est pas le cas. Le passage de l'Ukraine comme membre de l'Europe n'est pas souhaité non plus par les citoyens de la presque-île.

- Sixième leçon : La guerre n'est pas une fin en soi. L'armée est victorieuse lorsqu'elle n'a presque pas besoin de livrer bataille. Il ne faut engager le conflit armé que si la victoire nous est offerte. C'est parfois le prix à payer pour une paix juste, celle que souhaitent tous les hommes, notamment ceux de Crimée. Avec le référendum de mars, la Russie justifie son action, laquelle n'a pas eu besoin d'un sérieux appui militaire. La puissance militaire russe était plus présente dans les esprits que dans les faits. L'art de faire la guerre consiste justement à réduire les dommages collatéraux au regard de ses propres objectifs. La victoire n'est vraiment avérée que si son prix n'excède pas les avantages reçus en échange. Aujourd'hui, il s'agit de convaincre les adversaires du caractère irrémédiable de l'union entre la Russie et la Crimée. Certains des opposants se sont enfuis, mais il n'y a pas eu d'incendie des lieux ni de destruction de richesses. Si l'opposition reste présente, la haine ne semble pas être engagée dans un chemin déterminé de combat éternel. Certes les Tatars, qui avaient déjà été exilés en Sibérie depuis de longues années et souvent revenus à l'indépendance de l'Ukraine sont dans une situation délicate, voire dangereuse, mais il est probable qu'ils chercheront un autre point de chute. La notion de « real politik » ne s'intéresse jamais à la cruauté des situations.

- Septième leçon : Vladimir Poutine a obtenu l'accord de son peuple. Il a sans doute renforcé son pouvoir personnel par cette action. Le refus d'accepter les propositions des pays de l'OTAN est perçu positivement par les citoyens russes. Au fond, Vladimir Poutine n'attaque personne directement. Il a utilisé la ruse et un stratagème efficace pour la sécurité nationale de son pays, sans avoir, pour l'instant du moins, fait payer son obligé du prix du sang. Dans ce contexte, tout ennemi peut devenir ensuite un allié. L'Histoire apaise souvent les rancœurs quand les luttes n'ont pas été violentes dans le temps et dans l'espace. Aujourd'hui Vladimir Poutine peut aussi agir sur l'avenir de l'Ukraine. L'élection du Président de l'Ukraine va faire resurgir les conflits internes de ce pays. Il est difficile de prévoir exactement quels seront les résultats dans un pays dans lequel la corruption est généralisée et le développement économique en arrêt. Dans ce cas, d'autres régions peuvent souhaiter leur indépendance ou une plus

grande autonomie. Face à cette situation, il faudra bien à nouveau renégocier avec la Russie de Poutine. La violence des sanctions à son égard peut le conduire à des actions intransigeantes qui rendent l'Ukraine ingouvernable, tout en maintenant de nouvelles régions rebelles dans une situation comparable à celles de l'Ossétie du Sud, de la Transnistrie ou de l'Abkhazie.

- Huitième leçon : L'embarras de l'adversaire quant aux mesures à prendre, à l'exception d'actes guerriers, est évident. La Russie a bien intégré les limites de l'instrument militaire. Elle sait que l'arme économique sera évoquée. Il s'agit alors pour Vladimir Poutine, dans la perspective des élections proches, de déstabiliser et de mobiliser plus de protestataires pro-russes contre le gouvernement ukrainien autoproclamé. C'est en refusant d'attendre les futures élections en Ukraine que Vladimir Poutine a pris ses adversaires de vitesse. Aujourd'hui, il peut se prévaloir d'un assentiment électoral que le gouvernement ukrainien ne peut revendiquer. La Russie est capable aussi d'agir sur les futures élections, en menaçant de couper les ponts avec les circuits économiques de sous-traitance instaurés en Ukraine, mettant ainsi nombre d'entreprises ukrainiennes en grande difficulté. Aujourd'hui, la Russie bloque les observateurs de l'OSCE et le déploiement d'une mission d'observateurs dans la zone frontalière destinée à vérifier le blocus imposé par la Russie sur l'exportation des produits ukrainiens. Le mécontentement de certaines régions lié aux difficultés économiques peut se retourner contre ses adversaires ukrainiens au pouvoir, mettant ainsi en évidence la légitimité de son action. La réponse des pays de l'UE peut consister à faire de nouvelles commandes aux groupes industriels ukrainiens, notamment dans le secteur de l'acier ou de la chimie, mais la crise économique qui touche nombre de pays européens ne facilite pas l'opération. En cas d'embargo ou de guerre économique prononcé à l'encontre de la Russie, le coût à payer serait conséquent pour les Européens, au regard de l'augmentation du prix des matières énergétiques qui en résulteraient. Il est probable que dans le cas d'espèce, les intérêts des États-Unis, riches en pétrole et gaz, ne sont pas les mêmes que ceux de l'Allemagne ou de la France, dépendants du pétrole et du gaz, notamment en provenance de Russie. Lorsque les intérêts de l'alliance que forment vos ennemis sont divergents, la reprise des négociations est à terme inéluctable.

- Neuvième leçon: La Russie doit se trouver des Alliés. Si elle subit des sanctions plus ou moins graves de la part des Occidentaux, il semble bien que de grands pays comme l'Inde ou la Chine soient moins engagés dans la résolution de ce conflit. Vladimir Poutine se rapproche de ces pays (notamment dans le cadre du groupement BRICS), il change progressivement de cap d'alliance, tout en mesurant les interdépendances et

le poids de ses atouts économiques. Dans ce cas, le pays ne sera pas si isolé que cela, à moins de fermer ses ressources énergétiques à tous les marchés asiatiques. Cependant, le coût à payer serait conséquent pour les Européens, au regard de l'augmentation du prix des matières énergétiques qui en résulteraient, dans une situation de crise économique et sociale particulièrement virulente.

- Dixième leçon : Les citoyens européens ne souhaitent pas s'engager dans un conflit armé pour une Crimée plutôt russophone. Poutine teste jusqu'où il peut aller dans son action de puissance et il mesure les moyens d'action à la disposition de l'Europe. Il reste les sanctions économiques. Seules celles de troisième niveau, les plus hautes, auraient un impact. Elles concernent les transactions bancaires et les sources de revenus budgétaires majeurs pour la Russie. Les Chancelleries occidentales menacent les oligarques ukrainiens d'être inscrits sur la liste noire des Etats-Unis et de l'Europe en cas d'action contre la rébellion populaire de Kiev ou en faveur de la Crimée réunie à la Russie, avec gel de leurs avoirs. Pour avoir un impact rapide, il faut mettre en œuvre des sanctions de haute intensité, ou alors les inscrire dans le temps. Si la Turquie s'interroge à juste titre sur l'avenir des Tatars, elle n'oublie pas non plus que les exportations de pétrole passant par le Bosphore représentent plus de 100 milliards d'euros par an. Dans ce contexte, une action brutale ne ferait qu'aggraver la pression sur le marché et conduirait à un effet pervers, la hausse brutale du baril de brut.

La Russie de Poutine n'a pas bonne presse dans l'opinion publique internationale. Après les retours positifs, malgré son coût excessif, des JO de Sotchi, la Russie traverse une nouvelle période de son histoire qui la remet au ban des chancelleries occidentales. Elle n'en a cure, convaincue de son bon droit. Il n'est d'ailleurs pas certain que les rodomontades des pays occidentaux aboutissent à des résultats stratégiques concluants. Encore une fois, ils n'auront pas respecté les principes édictés par Sun Tse, si clairvoyants sur l'opportunité des guerres et les règles à respecter en temps de paix. Poutine poursuit son grand objectif, celui de replacer la Russie sur le devant de la scène internationale et de recréer dans ce but une sphère d'influence autour d'elle. Il ressent clairement l'élargissement de l'OTAN comme une menace directe adressée à son pays, la Russie. Ce point doit être considéré au centre des discussions d'apaisement.

Bibliographie

Brunat, E., Fontanel, J. (2001), The arms race, once again ? Colloquium « Reforming natural monopolies in Russia. The macroéconomique situation

and forecast. The Russian defence complex and the national missile defense controversy, Académie des Sciences Economiques, Moscow, June 6. 2001.

Brunat, E., Fontanel, J. (2013), La stratégie internationale et la réforme militaire de la Russie. Union européenne - Russie : une relation particulière ?, Laboratoire Langages, Littératures, Sociétés, Etudes Transfrontalières et Internationales (LLSETI), Dec 2013, Chambéry, France. (hal-01924758)

Facon I. (2010), Russie, les chemins de la puissance, Ed. Artège, Coll. Initiation à la géopolitique, Perpignan, 191 p.

Fontanel, J. (1993) Economistes de la paix, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel J. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, PUG, Coll. Débats, Grenoble.

Fontanel, J. (2002), Les stratégies de la guerre économique, in Guerres et Conflits économiques, Université Pierre Mendès France Grenoble.

Fontanel, J., Arrow, Klein, Sen (2003), Civilisations, globalisation et guerre, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Fontanel, J. (2005) Les stratégies de la guerre économique, in « Globalisation économique et sécurité internationale Introduction à la géoéconomie », Université Pierre Mendès France, Grenoble, 2005.

Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, La librairie des Humanités L'Harmattan, Paris.

Sun Tzu ; (édition revue 2008), L'art de la guerre, Flammarion, Champs classiques, 338 p.

Vanderberghe M. ; (2011), Le renouveau de la puissance russe face à l'Europe, Regards sur l'Est (ressource en ligne), 10 avril.